



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 6 mars 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, janvier 2006

2

La valeur des permis de construction a fléchi en janvier par rapport aux sommets atteints à la fin de la dernière année. Les intentions de construction ont crû dans une seule composante, soit celle des maisons unifamiliales. Néanmoins, le niveau maintenu en janvier est égal à la valeur mensuelle moyenne observée en 2005, une année record pour la valeur des permis.

Statistiques des télécommunications, troisième trimestre de 2005

6

Livraisons des produits de chauffage à combustible solide, quatrième trimestre de 2005

6

Nouveaux produits

7



Communiqués

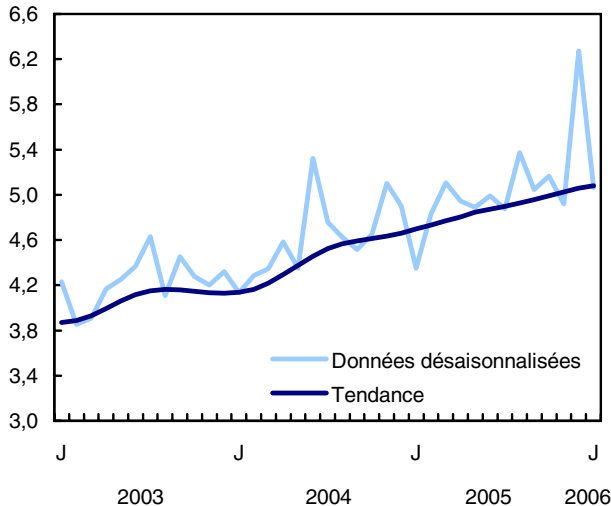
Permis de bâtir

Janvier 2006

La valeur des permis de construction a fléchi en janvier par rapport aux sommets atteints à la fin de la dernière année. Les intentions de construction ont crû dans une seule composante, soit celle des maisons unifamiliales. Néanmoins, le niveau maintenu en janvier est égal à la valeur mensuelle moyenne observée en 2005, une année record pour la valeur des permis.

La valeur totale des permis poursuit sa tendance à la hausse

En milliards de dollars



Les municipalités ont délivré pour 5,1 milliards de dollars de permis en janvier, soit 19,3 % de moins que le montant record de 6,3 milliards de dollars affiché en décembre. Les secteurs résidentiel et non résidentiel ont tous les deux provoqué des baisses.

Dans le secteur résidentiel, les entrepreneurs ont pris pour 3,5 milliards de dollars de permis, en baisse de 21,4 %. Malgré la baisse enregistrée en janvier, le secteur résidentiel a maintenu sa tendance à la hausse.

Le fléchissement observé en janvier est principalement attribuable à une baisse marquée dans la composante multifamiliale dans la région métropolitaine de recensement de Toronto. Les intentions de construction de logements multifamiliaux à Toronto ont grimpé en flèche et ont atteint un niveau record en décembre, car plusieurs permis provenant

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 380 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les autres 5 % de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

de demandes reçues plus tôt ont dû être émis avant la fin de 2005 afin d'éviter des frais d'aménagement supérieurs.

Si on exclut les chiffres de la région métropolitaine de recensement de Toronto, la valeur des permis de construction résidentielle n'a chuté que de 5,2 %.

Dans le secteur non résidentiel, les intentions ont diminué de 14,3 % et se sont fixées à 1,6 milliard de dollars, soit le plus faible montant enregistré depuis janvier 2005. Cette baisse est attribuable à des diminutions marquées dans chacune des trois composantes (industrielle, commerciale et institutionnelle) et prolonge une tendance à la baisse qui s'était amorcée en juillet dernier.

À l'échelle locale, 22 des 28 régions métropolitaines de recensement ont montré un départ plus rapide qu'en janvier 2005. Les départs les plus fulgurants, enregistrés à Calgary et à Windsor, sont attribuables aux secteurs résidentiel et non résidentiel.

Logement : la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux varient en sens inverse

Grâce à une forte demande dans l'Ouest canadien et en Ontario, la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a atteint un sommet de 2,5 milliards de dollars en janvier, soit 2,9 % de plus qu'en décembre, et poursuit sa tendance à la hausse.

En janvier, la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a atteint un nouveau sommet dans les trois provinces les plus à l'ouest, ainsi qu'à Terre-Neuve-et-Labrador et en Nouvelle-Écosse.

En revanche, la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a chuté de 50,5 % pour se fixer à 995 millions de dollars. Cette chute fait suite à un bond de 114,3 % en décembre.

L'importante baisse de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux à Toronto s'ajoute à des diminutions considérables en Colombie-Britannique et en Alberta.

Au total, les municipalités ont approuvé la construction de 19 877 logements neufs en janvier, en légère baisse de 0,2 % par rapport au nombre mensuel moyen d'unités de logement dont on a approuvé la construction l'an dernier.

Les faibles taux hypothécaires ont toujours un effet positif sur le secteur de l'habitation, tout comme la situation favorable de l'emploi. Toutefois, selon la dernière publication de Statistique Canada sur les intentions d'investissement public et privé, les dépenses dans le secteur de l'habitation devraient demeurer stables cette année, après avoir atteint un niveau inégalé en 2005.

À l'échelon provincial, les progressions enregistrées en janvier dans six provinces ont été plus qu'effacées par de fortes baisses de la valeur des permis de construction résidentielle en Ontario, en Colombie-Britannique et, dans une moindre mesure, au Québec.

de 1,6 milliard de dollars pour le mois était inférieur de 13,4 % à la moyenne mensuelle enregistrée l'année dernière.

Les intentions dans le secteur commercial ont enregistré la plus forte baisse (en dollars), chutant de 13,4 % pour se fixer à 971 millions de dollars après une forte augmentation observée en décembre. Il s'agissait d'une troisième baisse au cours des quatre derniers mois, celle-ci étant principalement attribuable à la diminution des intentions de construction d'entrepôts et d'immeubles à bureaux. À l'échelon provincial, l'Alberta, l'Ontario et la Saskatchewan ont enregistré les plus fortes baisses dans le secteur commercial.

Dans le secteur institutionnel, la valeur des permis a chuté de 12,3 % pour se fixer à 414 millions de dollars, après avoir montré une hausse de 7,9 % en décembre. Après un excellent résultat dans la catégorie des établissements d'enseignement en Ontario en décembre, cette catégorie a montré la plus forte baisse en janvier.

Dans le secteur industriel, les intentions ont chuté de 22,0 % pour s'établir à 204 millions de dollars, soit la troisième baisse mensuelle consécutive et le plus faible niveau atteint depuis janvier 2005. On a remarqué une baisse pour chaque type de bâtiment industriel en janvier 2006.

À l'échelon provincial, la plus forte baisse de la valeur des permis de construction non résidentielle en janvier a été enregistrée en Ontario, où la valeur des intentions de construction a chuté de 19,4 % pour se fixer à 602 millions de dollars. En Alberta, les intentions ont diminué de 35,4 % et se sont établies à 253 millions de dollars.

Chacune des trois composantes a affiché une baisse en Alberta, tandis qu'en Ontario, une chute de la valeur des permis de construction institutionnelle a porté la valeur des permis de construction non résidentielle à son plus faible niveau en un an.

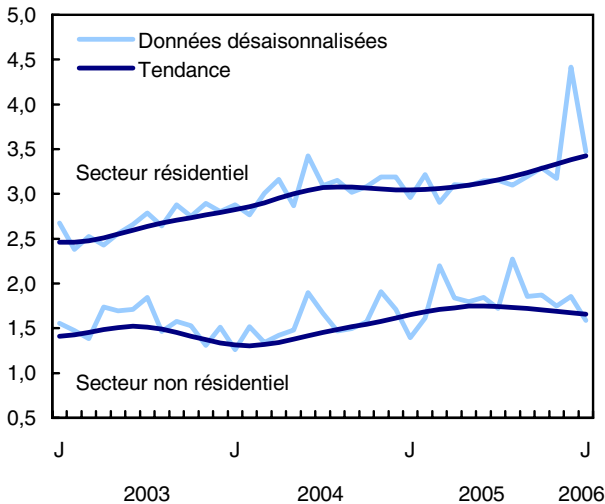
À l'opposé, le Nouveau-Brunswick et le Québec ont enregistré les plus importantes progressions dans le secteur non résidentiel. Ces hausses sont attribuables à des augmentations dans la catégorie des immeubles à vocation médicale et des hôpitaux au Nouveau-Brunswick ainsi qu'à des augmentations dans les catégories des hôtels et restaurants et des immeubles à bureaux au Québec.

À l'échelon régional, 14 des 28 régions métropolitaines ont observé une diminution mensuelle de la valeur des permis de construction non résidentielle en janvier. Toronto et Calgary ont connu les plus fortes baisses.

Malgré l'affaiblissement des intentions de construction non résidentielle en janvier, plusieurs indicateurs annoncent la bonne santé de ce secteur. Ces derniers comprennent les ventes au détail record,

Les secteurs résidentiel et non résidentiel prennent des directions opposées

En milliards de dollars



Secteur non résidentiel : diminutions dans chaque composante

Chacune des trois composantes du secteur non résidentiel a connu une baisse en janvier. Le total

une utilisation élevée de la capacité industrielle et la bonne santé économique de l'Ouest canadien.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010 et 026-0015.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de janvier 2006 de *Permis de bâtir* (64-001-XIF, 15 \$ / 156 \$) paraîtra bientôt.

Le communiqué sur les permis de bâtir de février 2006 sera diffusé le 6 avril.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Brad Sernoskie au (613) 951-4646 ou composez sans frais le 1 800 579-8533 (*bdp_information@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025, Division de l'investissement et du stock de capital.

Valeur des permis de bâtir, selon la région métropolitaine de recensement¹

	Décembre 2005 ^r	Janvier 2006 ^p	Décembre 2005 à janvier 2006	Janvier 2005	Janvier 2005 à janvier 2006
données désaisonnalisées					
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars	
					var. en %
St. John's	23,1	29,8	29,1	25,8	15,6
Halifax	34,8	34,2	-1,9	28,9	18,1
Saint John	10,4	17,2	66,1	7,2	140,4
Saguenay	2,5	4,9	96,6	6,4	-23,8
Québec	131,1	67,5	-48,5	48,2	40,1
Sherbrooke	11,2	10,7	-4,2	13,4	-20,5
Trois-Rivières	19,6	22,9	16,6	12,0	90,3
Montréal	375,9	469,8	25,0	445,6	5,4
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	129,5	162,6	25,5	113,0	43,9
Ottawa-Gatineau (partie Québec)	31,2	57,0	82,9	21,7	162,4
Ottawa-Gatineau (partie Ontario)	98,4	105,6	7,3	91,3	15,6
Kingston	13,5	8,0	-40,5	9,5	-14,9
Oshawa	39,2	67,5	72,0	65,9	2,4
Toronto	1 847,9	894,0	-51,6	838,1	6,7
Hamilton	81,5	100,7	23,6	93,7	7,5
St. Catharines-Niagara	33,1	32,1	-3,0	30,3	5,9
Kitchener	110,6	85,9	-22,3	68,1	26,1
London	62,3	108,0	73,3	54,7	97,3
Windsor	31,0	107,2	245,5	40,0	168,0
Greater Sudbury / Grand Sudbury	5,5	4,7	-13,2	20,2	-76,6
Thunder Bay	3,1	6,8	116,7	15,4	-55,7
Winnipeg	56,0	88,3	57,6	39,6	123,1
Regina	23,0	25,9	12,8	34,7	-25,2
Saskatoon	41,9	36,8	-12,2	18,9	94,1
Calgary	447,7	321,3	-28,2	201,5	59,5
Edmonton	301,2	273,9	-9,1	228,7	19,8
Abbotsford	13,6	27,8	104,6	13,6	104,5
Vancouver	499,0	412,6	-17,3	359,9	14,7
Victoria	41,1	53,5	30,3	31,2	71,6

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir, selon la province et le territoire

	Décembre 2005 ^r	Janvier 2006 ^p	Décembre 2005 à janvier 2006	Janvier 2005	Janvier 2005 à janvier 2006
	données désaisonnalisées				
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars	var. en %
Canada	6 272,0	5 061,8	-19,3	4 350,6	16,3
Résidentiel	4 417,6	3 472,6	-21,4	2 956,5	17,5
Non résidentiel	1 854,5	1 589,2	-14,3	1 394,1	14,0
Terre-Neuve-et-Labrador	32,9	39,0	18,5	37,4	4,2
Résidentiel	25,4	32,3	27,1	30,3	6,5
Non résidentiel	7,5	6,7	-10,5	7,1	-5,7
Île-du-Prince-Édouard	17,2	14,1	-18,2	11,5	22,9
Résidentiel	14,5	9,6	-34,1	10,2	-5,8
Non résidentiel	2,7	4,5	68,9	1,3	252,4
Nouvelle-Écosse	97,7	94,2	-3,7	59,4	58,5
Résidentiel	69,2	75,1	8,6	42,6	76,6
Non résidentiel	28,6	19,0	-33,4	16,9	13,0
Nouveau-Brunswick	56,9	96,0	68,8	42,8	124,1
Résidentiel	41,5	42,8	3,0	30,7	39,2
Non résidentiel	15,3	53,2	247,0	12,1	339,3
Québec	902,4	885,2	-1,9	828,3	6,9
Résidentiel	602,4	549,4	-8,8	589,9	-6,9
Non résidentiel	300,1	335,8	11,9	238,4	40,9
Ontario	2 866,3	2 050,3	-28,5	1 851,3	10,7
Résidentiel	2 119,2	1 448,4	-31,7	1 281,9	13,0
Non résidentiel	747,1	601,9	-19,4	569,4	5,7
Manitoba	93,3	114,2	22,4	70,7	61,5
Résidentiel	60,8	78,1	28,5	44,2	76,5
Non résidentiel	32,6	36,2	11,1	26,5	36,5
Saskatchewan	97,9	86,2	-11,9	65,9	30,8
Résidentiel	36,9	44,5	20,8	30,2	47,6
Non résidentiel	61,0	41,7	-31,7	35,7	16,6
Alberta	1 049,5	916,8	-12,6	712,1	28,7
Résidentiel	657,6	663,8	0,9	423,1	56,9
Non résidentiel	391,9	253,0	-35,4	289,0	-12,5
Colombie-Britannique	1 050,1	762,0	-27,4	667,4	14,2
Résidentiel	785,2	525,5	-33,1	470,6	11,7
Non résidentiel	264,9	236,6	-10,7	196,7	20,2
Yukon	7,1	3,3	-53,2	3,3	1,4
Résidentiel	4,5	3,2	-28,7	2,7	18,1
Non résidentiel	2,7	0,2	-93,7	0,6	-72,1
Territoires du Nord-Ouest	0,2	0,5	132,6	0,6	-8,9
Résidentiel	0,0	0,1	635,7	0,3	-59,3
Non résidentiel	0,2	0,4	98,6	0,3	32,2
Nunavut	0,6	0,0	-98,0	0,0	266,7
Résidentiel	0,6	0,0	-99,8	0,0	-66,7
Non résidentiel	0,0	0,0	...	0,0	...

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

... N'ayant pas lieu de figurer.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Statistiques des télécommunications

Troisième trimestre de 2005

Les nouvelles technologies, la concurrence et les changements d'habitudes des consommateurs contribuent à la transformation graduelle des industries et des marchés de services de télécommunications, et cette transformation est de plus en plus évidente dans le marché de la téléphonie locale résidentielle.

On comptait 12,2 millions de lignes téléphoniques résidentielles traditionnelles à la fin du troisième trimestre de 2005, en baisse de 3,0 % par rapport à la même période en 2004. Il s'agit de la plus importante baisse d'une année à l'autre enregistrée depuis la fin de 2001, période à laquelle a débuté l'érosion de ce marché. L'accélération du mouvement à la baisse en 2005 s'explique en grande partie par l'entrée en scène dans le marché de la téléphonie locale de quelques entreprises de câblodistribution.

Le marché des lignes d'affaires est demeuré stable par rapport à l'année précédente; il comptait un peu plus de 7,0 millions de lignes à la fin du troisième trimestre de 2005. Cela confirme le très net ralentissement de l'érosion de ce marché observé au cours de la dernière année.

La perte de clients résidentiels continue d'entraîner à la baisse les recettes d'exploitation des opérateurs traditionnels de réseaux par fil. Elles sont passées à 5,6 milliards de dollars au troisième trimestre, en baisse de 2,2 % par rapport au troisième trimestre de 2004. Leurs bénéfices d'exploitation ont dégringolé de 31,4 %, pour passer à 0,9 milliard de dollars comparativement à 1,3 au trimestre précédent. Cette chute s'explique, à tout le moins en partie, par des dépenses extraordinaires, entre autres des dépenses engendrées par des conflits de travail et des réorganisations.

Pendant ce temps, le sans fil recrute de nouveaux adeptes à un rythme soutenu, et l'industrie qui dessert ce marché en tire pleinement profit.

L'industrie a attiré plus de 500 000 nouveaux clients entre juin et septembre de l'année dernière, ce qui a porté le nombre total d'abonnés au sans fil à plus de 16 millions à la fin du trimestre, en hausse de 12,4 % par rapport au troisième trimestre de 2004. Ce taux de croissance se compare à ceux observés au cours des trois dernières années.

Ces nouveaux clients ont permis à l'industrie du sans fil de réaliser des recettes et des bénéfices d'exploitation record au troisième trimestre. Les recettes d'exploitation ont bondi de 16,0 % par rapport au troisième trimestre de 2004 pour s'établir

à 2,9 milliards de dollars. Les bénéfices d'exploitation ont atteint 868,9 millions, soit 15,7 % de plus qu'au cours de la même période en 2004. Le sans fil a généré presque autant de bénéfices durant les neuf premiers mois de 2005 qu'il en a généré au cours de toute l'année précédente. La marge bénéficiaire de 30,0 % affichée au troisième trimestre a égalé la marge la plus élevée de l'histoire récente de l'industrie réalisée à la même période en 2004.

Les principaux opérateurs traditionnels de réseaux par fil ont investi un peu plus de 3,0 milliards de dollars pour la mise à jour de leurs réseaux au cours des neuf premiers mois de 2005, en hausse de 6,0 % par rapport aux neuf premiers mois de 2004. Les investissements dans les réseaux sans fil ont chuté de près de 7,0 % pendant cette période, passant de 999,0 millions de dollars en 2004 à 930,0 millions de dollars en 2005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2721.

Le numéro du troisième trimestre de 2005 de *Statistiques trimestrielles des télécommunications* (56-002-XIF, 23 \$ / 43 \$) paraîtra sous peu.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Daniel April au (613) 951-3177 ou avec Cimeron McDonald au (613) 951-2741, Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique. ■

Livraisons des produits de chauffage à combustible solide

Quatrième trimestre de 2005

Il est maintenant possible de consulter les données du quatrième trimestre de 2005 sur les livraisons des produits de chauffage à combustible solide incluant une révision pour le troisième trimestre de 2005.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0063.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2189.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

Activités de récolte et bien-être de la collectivité parmi les Inuits dans l'Arctique canadien : constatations préliminaires de l'Enquête auprès des peuples autochtones de 2001 - Enquête sur les conditions de vie dans l'Arctique
Numéro au catalogue : 89-619-XIF (gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-7277**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1 877 287-4369**


Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

catalogue 11-001-XIF (11-016-155-030401)



Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 6 mars 2006
Pour être diffusé à 8 h 30


PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1998** Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1998, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de 46 minutes en transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. 2
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été contre toute attente assez faible. 5

AUTRES COMMUNIQUÉS

- **Indice des lettres d'emploi, mai 2002** 10
- **Enquête sur les entreprises à court terme** 10
- **Aides en termes personnels, décembre terminant le 31 mai 2002** 11
- **Production d'œufs, avril 1997** 11

NOUVELLES PUBLICATIONS 12

 Statistique Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>.

Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.